

Etats-Unis était virtuellement unanime dans son adhésion à son tarif de protection, quand il doit savoir que, dans la grande lutte qui a eu lieu entre les partisans de la protection et du libre-échange, le président Cleveland, le champion du libre-échange, a obtenu une majorité de plus de 100,000.

L'honorable ministre nous dit que les Etats-Unis sont unanimes en faveur de leur politique fiscale. L'honorable ministre ne sait-il pas quelle est la majorité du parti républicain dans le Congrès? car s'il l'ignore, je puis le lui dire. La majorité totale de ce parti dans une chambre composée de 339 députés, était de huit, je crois. C'est la forte majorité dont il parle. C'est la preuve que le peuple des Etats-Unis est unanime en faveur de la protection.

Je n'ai pas l'intention, en ce moment, de discuter longuement les divers sujets sur lesquels l'honorable ministre a attiré notre attention, sauf celui-ci : Il nous a parlé des nouvelles industries qui s'étaient établies comme par enchantement, mais il a oublié de les énumérer. Je sais quelque chose des industries qui ont surgi comme par enchantement, et je sais de plus, je regrette de le dire, que des industries qui ont été établies au moyen d'une protection peu sage, ont entraîné la perte complète des capitaux qui y avaient été placés, et ont occasionné de grands dommages aux localités qui avaient été engagées à les aider au moyen de souscriptions. L'honorable ministre a voulu parler, peut-être, d'une industrie qui nous est plus particulière. Je me souviens d'une industrie dans laquelle il aurait pu prendre un certain intérêt : c'est l'industrie des concessions forestières, bien que je croie qu'un coup fatal a été porté à cette branche d'industrie.

Ainsi que je l'ai dit, je ne parlerai pas, du moins pour le moment, des différents items sur lesquels l'honorable ministre a l'intention d'augmenter les droits. Je crois plus avantageux à l'intérêt public de nous appliquer, en ce moment, à examiner quels sont les besoins immédiats du pays, et je me propose d'analyser, en quelques mots, notre position vis-à-vis du peuple des Etats-Unis.

Je dis—et si mes paroles ne trouvent pas d'écho parmi les députés de la droite, elles en auront dans tout le Canada—je dis qu'aujourd'hui, notre position relativement à nos puissants voisins, est excessivement peu satisfaisante, et pourquoi? je vais le dire à l'honorable ministre. Nous sommes aujourd'hui dans l'indécision. Deux politiques se présentent en même temps devant le peuple du Canada. Vous pouvez voir, si vous le désirez l'effet, de la politique du gouvernement, dans les résolutions McKinley, et vous pouvez voir l'effet de la politique de l'opposition de cette chambre dans les résolutions soumises par M. Hitt, le président du comité des relations étrangères.

Voici notre position : Il est parfaitement clair que, quelque soit ce que le gouvernement a ou n'a pas fait, il a réussi à entraîner le Canada dans cette position, qu'avant peu le Canada sera forcé de choisir entre sa politique et la nôtre, entre avoir un commerce libre et ne pas en avoir du tout, et je sais bien ce que choisirait le peuple du Canada, s'il était laissé libre de faire un choix honnête et juste.

Mais j'ai un mot à dire au sujet de la politique que le gouvernement a inaugurée à l'égard des Etats-Unis. Il y a maintenant cinq ans et plus, que les membres de l'opposition dans cette

Sir RICHARD CARTWRIGHT.

chambre ont attiré l'attention du gouvernement sur le fait que, vu que notre traité, avec les Etats-Unis, était sur le point d'expirer, il était désirable que le gouvernement du Canada fit son possible pour établir des relations amicales et convenables avec le peuple des Etats-Unis. Quelle ligne de conduite le gouvernement a-t-il tenue depuis cette époque jusqu'à ce jour? On peut dire qu'il n'a fait que des bévues.

En premier lieu, ces honorables ministres ont été trop disposés à faire des concessions aux Etats-Unis, sans songer aux résultats que ces concessions pourraient avoir. Alors, revenant soudainement sur leurs pas, après avoir été dans la voie des concessions plus loin qu'il n'était nécessaire ou désirable, nous les avons vus avoir recours à une politique de fanfaronnades et d'ennuis, dans laquelle ils crurent—je ne dirai pas faussement, mais erronément—que le gouvernement anglais les appuierait. Mais quand l'Angleterre vit que ces insensés jouaient avec le feu, et qu'ils s'exposaient à des dangers trop grands pour être encourus soit par nous-mêmes, soit par l'empire, nous avons vu l'annulation complète de leur politique antérieure, et nous avons vu l'Angleterre envoyer un homme d'Etat, ordonner à ces messieurs—car c'était un ordre—de retirer leurs prétentions et de faire la paix avec les Etats-Unis, du mieux possible, quelque fût l'humiliation ou le risque à courir pour nos intérêts.

Ensuite, ces messieurs nous ont dit, il y a quelque temps, qu'ils avaient refusé de se laisser lier par l'offre qu'ils avaient faite eux-mêmes au peuple des Etats-Unis. Ainsi que je l'ai dit, ils furent probablement forcés de parfaire cette offre par sir Charles Tupper, alors ministre des finances, dans l'espace de deux ou trois jours. Mais, à peine avions-nous le dos tourné, que nous avons vu ces hommes, dans le but, je suppose, de provoquer et de défier le peuple des Etats-Unis, commettre la folie de risquer, de propos délibéré, de causer de grands dommages à un commerce important, en imposant sur le bois de construction un droit d'exportation qui, ils devaient le savoir, servirait de levier à ceux qui désirent, dans les Etats-Unis, nuire à notre commerce de bois.

Alors, j'ai eu l'honneur de soumettre à la chambre une résolution qui fut rejetée deux fois, laquelle n'obligeait pas le gouvernement à adopter un mode particulier de commerce, avec les Etats-Unis, mais qui lui demandait seulement d'entamer des négociations dans le but de voir si nous ne pouvions pas obtenir de meilleurs relations commerciales avec les Américains. Afin de donner, je suppose, plus de force à ce double rejet, ils refusèrent de prendre un moyen quelconque pour nommer, à Washington, un agent qui aurait pu leur faire connaître ce qu'ils avaient besoin de savoir—les dispositions et le sentiment réels du peuple et des hommes politiques des Etats-Unis.

Je prétends que, dans leurs rapports avec les Etats-Unis, les honorables ministres, depuis le premier jusqu'au dernier, ont fait preuve d'un défaut complet d'habileté et de politique. Les honorables ministres, ainsi que l'a dit hier un de leurs partisans, peuvent avoir toutes les qualités voulues pour redistribuer cinquante-quatre comtés, sous le prétexte de fournir des sièges à quatre nouveaux députés; ils peuvent être assez habiles pour faire adopter des actes de cens électoral; ils peuvent être assez habile pour corrompre des députés